

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

30 novembre 2011

PROPOSITION DE LOI**instituant l'emprunt populaire**(déposée par Mme Karin Temmerman
et M. Dirk Van der Maelen)
_____**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

30 november 2011

WETSVOORSTEL**tot invoering van de volkslening**(ingediend door mevrouw Karin Temmerman
en de heer Dirk Van der Maelen)
_____**RÉSUMÉ**

Pour pouvoir réaliser des investissements nouveaux et porteurs d'avenir sans grever davantage les budgets des différentes autorités du pays, les auteurs proposent de créer un Fonds d'avenir chargé d'émettre des emprunts populaires.

SAMENVATTING

Om nieuw en toekomstige gerichte investeringen te kunnen verrichten zonder de begrotingen van de verschillende overheden van dit land verder te belasten, stellen de indieners voor een Toekomstfonds op te richten dat volksleningen uitchrijft.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi 4 - 1462/1 du Sénat.

La crise financière et économique que nous traversons fait ressentir très durement ses effets. On ne compte plus les entreprises au bord de l'asphyxie et les emplois disparaissent par milliers. Depuis quelque temps, la question qui est sur toutes les lèvres est de savoir ce qu'il y a lieu de faire en temps de crise: épargner ou au contraire investir? Les deux camps s'opposent avant tout sur la question de savoir dans quelle mesure les pouvoirs publics doivent intervenir pour favoriser la relance économique. En outre, cette discussion se distingue souvent par son manque de nuance et de créativité.

Compte tenu de la période que nous traversons, ces problèmes nécessitent de trouver des solutions nouvelles. La piste proposée ici consiste à stimuler des investissements nouveaux et porteurs d'avenir, sans creuser davantage l'endettement de notre pays. Pour ce faire, il faut que les investissements en question répondent à plusieurs critères. Premièrement, ils doivent être porteurs d'avenir. Il faut opter pour des investissements dans des secteurs porteurs d'avenir, qui auront un impact durable sur l'économie et l'emploi, tant à très court terme qu'à plus long terme. Deuxièmement, il s'agit d'opter pour la solution la moins onéreuse. Les investissements à privilégier sont ceux qui n'ont aucun impact direct sur le budget. Dans un pays comme le nôtre, caractérisé par un taux d'endettement important, une politique d'investissement anticyclique doit toujours rechercher la solution la moins onéreuse. Troisièmement, il faut des mesures dont les effets seront rapidement perceptibles. Les investissements doivent donner des résultats tangibles à très bref délai. Sont donc à exclure les mesures dont les résultats ne se feront sentir qu'après la sortie de crise. Quatrièmement, il doit s'agir d'actions efficaces et ciblées. Les investissements doivent créer des emplois durables pour les personnes qui perdent aujourd'hui leur travail. S'il n'y a pas assez de main-d'œuvre suffisamment qualifiée et expérimentée pour ces nouveaux emplois, il faut proposer rapidement aux chômeurs des formations qui leur donneront accès à ces emplois porteurs d'avenir.

Pour pouvoir réaliser ces investissements sans grever davantage les budgets des différentes autorités du pays, nous proposons de créer un Fonds d'avenir chargé d'émettre des emprunts populaires. La crise financière a semé le trouble dans l'esprit de beaucoup qui ne savent

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 4 - 1462/1 van de Senaat.

De financiële en economische crisis die we doormaken komt keihard aan. Heel veel bedrijven happen naar adem, duizenden jobs gaan verloren. Een discussie die daarbij al een tijdje woedt, is of we in crisistijd moeten besparen of juist investeren. De twee kampen zijn het vooral oneens over de vraag in welke mate de overheid zelf actief moet optreden om het economisch herstel te bevorderen. Bovendien wordt deze discussie vaak gevoerd met weinig zin voor nuance en met zeer weinig creativiteit.

Maar in deze tijden vergen dit soort problemen ook alternatieve oplossingen. Wat verder wordt voorgesteld is de piste om extra toekomstgerichte investeringen te stimuleren, zonder de schuldpositie van ons land te verergeren. Maar dan moeten die investeringen wel voldoen aan een aantal criteria. Ze moeten ten eerste toekomstgericht zijn. Kiezen voor investeringen in toekomstgerichte sectoren die, zowel op heel korte als op langere termijn, een duurzame impact hebben op de economie en de werkgelegenheid. Ten tweede gaat het om kiezen voor de minst dure oplossing. Vooral kiezen voor investeringen die geen rechtstreekse impact hebben op de begroting. In een land met een hoge schuldgraad als België moet een anticyclisch investeringsbeleid altijd de minst dure oplossing zoeken. Ten derde moet het snel effect hebben. Investeringsmoeten heel vlug tot tastbare resultaten leiden. Dus geen investeringen waarbij de resultaten pas na het einde van de crisis voelbaar zijn. Het dient ten vierde doeltreffend en gericht te zijn. De investeringen moeten duurzame werkgelegenheid opleveren voor mensen die vandaag hun jobs verliezen. Indien er niet genoeg werklozen zijn met de juiste kwalificaties en ervaring voor die nieuwe jobs, moet er snel werk gemaakt worden van de opleiding van die werklozen om hen zo naar die toekomstgerichte jobs te loodsen.

Om die investeringen te kunnen verrichten zonder de begrotingen van de verschillende overheden van dit land verder te belasten, stellen we voor een Toekomstfonds op te richten dat volksleningen uitschrijft. De financiële crisis heeft veel mensen onzeker gemaakt over de

plus comment bien placer leur argent. Proposer une méthode d'épargne fiable, avec un rendement correct mais sûr, répondrait incontestablement à un besoin de société. L'emprunt populaire est un instrument qui s'inscrit dans ce cadre.

L'emprunt populaire est un vaste emprunt qui est émis non pas par les pouvoirs publics, mais par une société de droit privé (le Fonds d'avenir) au sein de laquelle les pouvoirs publics sont représentés et peuvent exercer certains droits de blocage. Cette société émet l'emprunt à un taux déterminé, légèrement supérieur au taux habituel du marché. Les pouvoirs publics offrent la garantie légale que les intérêts ne seront pas soumis au précompte mobilier pour les particuliers et pour les sociétés actives dans le secteur non marchand. Dans leur cas, le rendement brut sera donc un rendement net. Les emprunts populaires ont une durée minimale de cinq ans et une durée maximale de dix ans. Un plafond est prévu pour chacune de ces deux durées.

De son côté, la société prête les moyens récoltés à un taux d'intérêt qui ne peut dépasser de plus d'un pour cent la rémunération octroyée aux épargnants. Ce différentiel d'un pour cent doit permettre à la société de s'autofinancer totalement. Cela n'est possible que si l'argent est prêté pour des projets sûrs et de grande envergure, qui ne nécessitent donc pas un suivi trop important. L'essentiel pour ces investissements est de ne pas reproduire les problèmes rencontrés l'année dernière. En effet, à cause de la crise, des projets d'intérêt général n'ont pas été financés aux conditions du marché ou l'ont été à des taux beaucoup trop élevés. Cela signifie que la réalisation de projets sociaux indispensables est retardée à cause de l'assèchement des sources de financement provoqué par les responsables de la crise.

L'on peut trouver dans le secteur de l'énergie quelques exemples d'investissements susceptibles d'être financés par un emprunt populaire. L'on pourrait ainsi aider les entreprises belges du bâtiment qui, aujourd'hui, ne brillent pas particulièrement par leur savoir-faire en matière de constructions peu énergivores, à investir dans des lotissements ou immeubles à appartements de taille moyenne, dont les logements respectent les normes des maisons passives ou sont en tout cas très peu gourmands en énergie. Le lancement de projets de ce type permettrait d'améliorer les connaissances tant des promoteurs que corps de métiers, de mieux informer les particuliers qui envisagent de faire construire et de préparer le secteur de la construction à anticiper l'avenir.

Cela permettrait aussi d'investir dans la mise au point d'un réseau énergétique intelligent ("*smart grid*"). Il s'agit d'un réseau électrique intelligent qui s'apparente

manier waarop ze hun spaarcenten best beleggen. Het aanbieden van een zekere spaarmethode — met een behoorlijk maar zeker rendement — zou ongetwijfeld aan een maatschappelijke vraag tegemoetkomen. Het instrument van de volkslening past hierin.

De volkslening houdt in dat een grote lening wordt uitgeschreven, niet door de overheid maar door een vennootschap van privaatrecht (Toekomstfonds genoemd), waarin de overheid vertegenwoordigd is en ze bepaalde blokkeringsrechten kan uitoefenen. Deze vennootschap schrijft de lening uit tegen een bepaald percentage dat iets hoger ligt dan het gangbare markttarief. De overheid garandeert wettelijk dat de opbrengst, voor particulieren en vennootschappen die actief zijn in de non-profitsector, niet belast wordt door de roerende voorheffing. De bruto-opbrengst is in dat geval dus tevens netto. De volksleningen hebben een minimale looptijd van vijf jaar en een maximale looptijd van tien jaar. Er is voor beide periodes een maximumbedrag vooropgesteld.

De vennootschap leent de middelen weer uit tegen een interest die maximaal 1 % hoger is dan wat de spaarders krijgen. Met die 1 % moet de vennootschap haar werking volledig financieren. Dit kan enkel als het geld wordt uitgeleend aan grote en zekere projecten, die dus niet zoveel opvolging vergen. Het allerbelangrijkste wat de investeringen betreft, is dat het probleem wordt weggenomen dat het laatste jaar is ontstaan. Dat probleem bestaat erin dat door de crisis projecten van algemeen belang niet gefinancierd worden tegen marktvoorwaarden, of veel te duur worden gefinancierd. Dat betekent dat de uitvoering van noodzakelijke maatschappelijke projecten vertraging oploopt door het droogleggen van de financiering door zij die de crisis hebben veroorzaakt.

Enkele voorbeelden van investeringen die kunnen gedaan worden met het opgehaalde geld van de volksleningen zijn bijvoorbeeld te vinden in de energiesector. Zo kunnen de Belgische bouwbedrijven — die vandaag niet uitblinken in hun kennis over energiezuinig bouwen — op weg geholpen worden door investeringen in middelgrote verkavelingen of appartementsgebouwen, waarbij de woningen de normen van passiefwoningen halen of in elk geval heel energiezuinig zijn. Door zulke projecten te lanceren zou de kennis zowel bij de promotoren als bij de werknemers toenemen, zullen particulieren die bouwen beter op de hoogte zijn van de mogelijkheden en stomen we de bouwsector klaar voor de toekomst.

Of er kan geld geïnvesteerd worden in de ontwikkeling van een "*smart grid*": een slim elektriciteitsnetwerk, dat eigenlijk meer op internet lijkt dan op passieve kabels.

en fait davantage à l'Internet qu'à des câbles passifs. Un tel réseau est capable de sélectionner automatiquement les procédés les plus économes en énergie. En tout cas, le développement d'un réseau de ce type donnera naissance à une multitude de nouvelles applications industrielles. Si nous sommes les premiers à nous lancer dans cette voie de manière ordonnée, nous créerons incontestablement des nouvelles possibilités d'exportation et, dans la foulée, des nouvelles opportunités d'emploi.

Il est fondamental que les projets soient mûrement réfléchis sur le plan stratégique et résolument tournés vers l'avenir, ils doivent offrir une stabilité et des garanties suffisantes et être limités en nombre.

Nous tenons toutefois à subordonner l'emprunt populaire à une condition supplémentaire, à savoir celle de bénéficier aux jeunes peu ou moyennement qualifiés. Car ce sont eux qui sont aujourd'hui doublement frappés par la crise. Il est donc essentiel que les promoteurs d'un projet susceptible de bénéficier d'un emprunt populaire prennent le ferme engagement de recruter prioritairement des jeunes et de les former avec ou sans la collaboration des services régionaux de placement.

En lançant l'emprunt populaire, nous offrons la sécurité aux épargnants, nous mettons à disposition des fonds pour financer des projets de grande envergure, solides et innovants, et nous veillons à ce que les jeunes puissent bénéficier, justement dans ces secteurs d'avenir, d'une formation et de perspectives d'emploi. L'opposition entre partisans et adversaires des investissements publics est en fait un débat assez stérile. L'emprunt populaire apporte la preuve qu'il est réellement possible de mener une politique incitative sans grever inutilement le budget.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Il paraît indiqué à divers niveaux d'offrir aux investissements d'importance stratégique une formule de financement stable et à un coût raisonnable. En effet, lorsque le monde économique et financier connaît des chocs importants, cela a pour effet concret de réduire les marges budgétaires, de renchérir les financements par des tiers et de réduire les taux d'intérêt des produits d'épargne proposés aux particuliers, sans compter toute l'incertitude qui en résulte.

In zo'n netwerk wordt op een geautomatiseerde wijze de meest energie vriendelijke werkwijze gekozen. In elk geval kan het investeren in een dergelijk netwerk een groot aantal nieuwe industriële toepassingen doen ontstaan. Als wij de eerste zijn om dat geordend te doen, creëren we ongetwijfeld nieuwe exportkansen en dus ook nieuwe tewerkstelling.

Het meest essentiële is: de projecten moeten strategisch goed overwogen worden en zeer toekomstgericht zijn, ze moeten stabiel en voldoende zeker zijn en in aantal beperkt.

Toch willen we aan de volkslening een bijkomende voorwaarde koppelen, met name dat ze moet ten goede komen aan laag- en middengeschoolde jongeren. Zij worden vandaag door de crisis extra hard getroffen. Daarom is het essentieel dat de promotoren van een project dat van de volkslening kan genieten, een strak engagement nemen om extra jongeren in dienst te nemen en hen op te leiden, al dan niet in samenwerking met de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdiensten.

Via de volkslening bieden we zekerheid voor spaarders, stellen we geld ter beschikking voor grote, solide, vernieuwende projecten, zorgen we ervoor dat jongeren, juist in toekomstgerichte sectoren, opleiding en jobkansen krijgen. De strijd tussen voor- en tegenstanders van overheidsinvesteringen is al bij al een vrij steriel debat. De volkslening toont aan dat er wel degelijk mogelijkheden bestaan om een stimulerend beleid te voeren, zonder de begroting nodeloos te belasten.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Op de verschillende niveaus lijkt het aangewezen om belangrijke investeringen van strategisch belang te financieren op een stabiele basis en tegen een redelijke kostprijs. Immers, schokken in de financiële of economische wereld kunnen er voor zorgen dat tegelijk de begrotingsruimte verkleint, de kostprijs van financiering door derden verhoogt en de spaarproducten voor particulieren een lage rente geven, terwijl de onzekerheid erover aanzienlijk is.

Art. 3

La distinction entre institutionnels et particuliers est précisée pour définir les droits de chaque catégorie d'investisseurs dans le cadre de l'emprunt populaire. Tout d'abord, il est un fait qu'une tranche minimale de l'emprunt populaire doit être réservée aux ménages et aux associations du secteur non marchand. Le solde pourra être souscrit par des autorités institutionnelles, définies comme étant les acteurs financiers institutionnels traditionnels, à savoir les fonds de pension, les banques et les assureurs, auxquels il faut ajouter les sociétés actives dans un secteur autre que le non-marchand. De plus, seule la tranche des particuliers pourra bénéficier de l'avantage brut-net du fait que seule cette catégorie sera exonérée du précompte mobilier.

L'article 3 prévoit qu'au moins un quart de chaque émission devra être exclusivement réservé aux ménages. Il s'ensuit que le seul cas de figure où un quart au moins de l'émission ne sera pas réservé aux ménages est celui où ceux-ci souscriront moins de 25 % du montant total de l'emprunt. D'autre part, l'arrêté royal visé à l'article 2, 2°, devra préciser le nombre d'émissions ainsi que le montant total par émission, qui sera plafonné compte tenu de la profondeur et de la liquidité de telles émissions. Il va de soi que ce plafond pourra être revu si la profondeur du marché est plus importante au moment où un projet plus important et utile se présente dans ce cadre. Il sera demandé aux grandes institutions financières de placer ce montant gratuitement et à ces conditions.

Art. 4

L'autorité compétente garantit le principal et les paiements d'intérêts. Cette garantie permet de créer un produit d'épargne sûr destiné aux ménages. En ces temps d'incertitude, proposer un produit d'épargne offrant une telle sécurité, avec un intérêt raisonnable, peut s'avérer utile à de multiples égards. Cela résout notamment le problème auquel sont confrontés les ménages qui, en période d'insécurité, ont tendance à épargner davantage, alors que leur épargne placée dans les banques traditionnelles offre un rendement moindre, du fait de cette même insécurité. L'attractivité des produits à plus haut risque s'en trouve d'autant plus renforcée, ce qui accroît en retour la vulnérabilité de l'épargne des particuliers. Autrement dit, à cause de la crise créée par les banques, les particuliers ont perdu une partie de leur épargne après l'avoir investie dans des produits à risque. Et après la crise, l'incertitude générale augmente à nouveau l'attractivité et le poids

Art. 3

Het onderscheid tussen institutionelen en particulieren wordt gespecificeerd om de rechten bij de volkslening per groep te bepalen. In eerste instantie is het zo dat een minimale tranche van de volkslening moet worden toegewezen aan de gezinnen en non-profitorganisaties. Op het restant kan worden ingetekend door institutionelen, gedefinieerd als zijnde de traditionele institutionele financiële marktpartijen, zoals daar onder andere zijn pensioenfondsen, banken en verzekeraars, plus de vennootschappen die niet actief zijn in de non-profitsector. Bijkomend is het zo dat enkel de tranche van particulieren kan genieten van het bruto-netto voordeel doordat op deze tranche de betaling van de roerende voorheffing niet van toepassing is.

Artikel 3 specificeert dat elke uitgifte steeds voor minstens 25 % van het totaal moet gereserveerd worden voor de gezinnen. Dat houdt in dat het enige geval waarin niet minstens 25 % wordt toegewezen aan de gezinnen, het geval is waarbij de gezinnen op minder dan 25 % van de totale vraag inschrijven. Daarnaast moet het totaal per uitgifte en het aantal uitgiften gespecificeerd worden in het koninklijk besluit vermeld in artikel 2, tweede lid, hetgeen moet worden geplafonneerd rekening houdend met de diepte en de liquiditeit van een dergelijke uitgifte. Het spreekt voor zich dat indien de marktdiepte ruimer is op een moment dat een groter en nuttig project in dit kader zich aandient, er kan afgeweken worden van dit plafond. Voor de plaatsing van dit bedrag onder deze voorwaarden wordt aan de grote financiële instellingen gevraagd om deze plaatsing kosteloos uit te voeren.

Art. 4

De overheid waarborgt de hoofdsom en de rentebetalingen. Op die manier wordt via deze waarborg een veilig spaarproduct gecreëerd voor de gezinnen. Het aanbieden van een dergelijk veilig spaarproduct met een redelijke rente helpt op verschillende manieren in tijden van onzekerheid. Het lost onder meer het probleem op waarbij gezinnen in tijden van onzekerheid geneigd zijn om meer te sparen, maar tegelijk door dezelfde onzekerheid een kleinere rente worden aangeboden door de traditionele banken. Dat maakt dat het aanbieden van meer risicovolle producten op zo'n moment weer aantrekkelijker wordt, wat vervolgens weer het spaargeld in bezit van een particulier risicovoller maakt. Met andere woorden, door de crisis die door de banken werd gecreëerd zijn particulieren een deel van hun spaargeld dat in risicovolle producten was belegd, verloren. En na de crisis wordt door de algemene onzekerheid opnieuw meer aantrekkelijkheid en belang gehecht aan

de ces placements à risque pour l'épargne, générant une situation dans laquelle les banques sont les seules à profiter de la garantie d'État. La présente proposition de loi permettra à tout le moins d'endiguer en grande partie ce phénomène.

Les durées proposées de 5 et 10 ans permettent de maintenir une offre suffisante et continue de ces emprunts et de ce produit d'épargne, tout en donnant aux particuliers la possibilité d'y souscrire à divers moments, selon la disponibilité individuelle de leur épargne. Cela permet aussi de générer un roulement suffisant de manière à toujours dégager des moyens supplémentaires pour financer de nouveaux projets.

L'exonération du précompte mobilier pour les particuliers est une mesure censée inciter les particuliers et les ménages à opter pour cette forme d'épargne sans risque. Grâce à cette incitation, la grande volatilité et l'insécurité, surtout en périodes de crise, n'affecteront pas leurs économies. Il serait superflu d'offrir un tel incitant aux investisseurs institutionnels parce qu'ils n'éprouvent aucune difficulté à s'adapter aux conditions du marché en ce qui concerne le niveau des taux d'intérêt et qu'ils peuvent en outre bénéficier de la garantie d'État.

Grâce à la fixation du différentiel d'intérêts, la collecte de capitaux en vue de réaliser des investissements stratégiques ne sera pas inaccessible financièrement, même en période d'incertitude.

die risicovolle beleggingen voor het spaargeld, wat een situatie creëert waarbij enkel de banken zijn geholpen door de staatswaarborg. Dat probleem wordt hierdoor minstens sterk verminderd.

Het feit dat de looptijden tussen de 5 en 10 jaar worden gezet, zorgt voor een voldoende continu aanbod van deze leningen en dit spaarproduct en laat particulieren toe op verschillende momenten in te tekenen, afhankelijk van de individuele beschikbaarheid van spaargeld. Het laat ook toe om een voldoende roll-over te genereren zodat er ook telkens bijkomende middelen zijn om nieuwe projecten te financieren.

Het vrijstellen van de roerende voorheffing voor particulieren houdt in dat er een stimulans wordt gegeven aan particulieren en gezinnen om in te stappen in deze veilige spaarvorm. De incentive maakt dat de hoge volatiliteit en onzekerheid, zeker in periodes van crisis, zich niet vertaalt in hun spaargelden. Een dergelijke incentive voor institutionelen is overbodig, omdat zij zonder probleem kunnen blijven werken aan marktvoorwaarden wat betreft de hoogte van de rente en bovendien kunnen genieten van de staatswaarborg.

Het vastleggen van de rentespread zorgt er voor dat in onzekere tijden het op te halen kapitaal voor strategische investeringen betaalbaar blijft.

Karin TEMMERMAN (sp.a)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par:

1° autorité compétente: les ministres qui ont les Finances et l'Économie dans leurs attributions;

2° Fonds d'avenir: l'entité qui émet des emprunts et participe au financement d'investissements stratégiques;

3° emprunts populaires: des emprunts garantis par l'autorité compétente et émis par le Fonds d'avenir par appel public à l'épargne, conformément à un modèle de conditions d'émission établi par le ministre des Finances, et dont le produit servira à financer des investissements stratégiques de grande envergure.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions auxquelles le Fonds d'avenir doit satisfaire. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités concernant la nature et l'ampleur des investissements du Fonds d'avenir.

Art. 3

Chaque émission est soumise à l'approbation préalable de l'autorité compétente.

Au moins un quart de chaque émission sera souscrit par des particuliers, sauf lorsque la demande émanant des particuliers est inférieure au quart de l'émission en question.

Art. 4

Les intérêts produits par les emprunts populaires sont fixes pendant toute la durée des emprunts.

L'autorité compétente garantit le paiement des intérêts et du principal.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° bevoegde overheid: de minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Economie;

2° het Toekomstfonds: de entiteit die de uitgifte van leningen uitvoert en participeert in de financiering van strategische investeringen;

3° volksleningen: door de bevoegde overheid gewaarborgde leningen uitgegeven door een beroep te doen op het openbaar spaarwezen, en uitgegeven door het Toekomstfonds, overeenkomstig een door de minister van Financiën vastgesteld model van uitgiftevoorwaarden, waarvan de opbrengst wordt aangewend ter financiering van strategische investeringen van belangrijke omvang.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere voorwaarden waaraan het Toekomstfonds moet voldoen. De Koning stelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels vast inzake de aard en de omvang van de investeringen van het Toekomstfonds.

Art. 3

Elke uitgifte is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de bevoegde overheid.

Minstens 25 % van de uitgifte wordt per uitgifte geplaatst bij particuliere personen, behalve in het geval de vraag van de particuliere personen lager is dan 25 % van de uitgifte.

Art. 4

De renteopbrengst verbonden aan de volksleningen is vast gedurende de ganse looptijd van de leningen.

De betalingen van rente en hoofdsom worden gewaarborgd door de bevoegde overheid.

Les emprunts populaires ont une durée minimale de cinq ans et une durée maximale de dix ans et sont remboursables à leur échéance finale.

Les intérêts produits sont exonérés du précompte mobilier, mais uniquement pour les émissions souscrites par des particuliers.

Le différentiel d'intérêts appliqué par le Fonds d'avenir entre les sommes prêtées et empruntées ne peut dépasser un pour cent.

28 novembre 2011

De volksleningen hebben een minimale looptijd van vijf jaar en een maximale looptijd van tien jaar en zijn terugbetaalbaar op hun eindvervaldag.

De renteopbrengst is vrijgesteld van roerende voorheffing, zij het enkel voor uitgiftes waarop door particulieren is ingetekend.

De rentespread die het Toekomstfonds hanteert tussen het lenen en ontlenen, mag maximum één procent bedragen.

28 november 2011

Karin TEMMERMAN (sp.a)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)